

Le Monde

« La coalition que le Canada appelle de ses vœux serait un peu juste, sans être négligeable »

Le Monde, [Charles Wyplosz](#), 7 février 2026

Alors que les trois superpuissances représentent 45 % du PIB mondial, les dix premières « puissances moyennes » en concentrent à peine 30 %, rappelle l'économiste, dans une tribune au « Monde ». La « puissance » ne se mesure certes pas au seul PIB, et le positionnement des petits pays dans cette perspective est aussi à prendre en compte.

Par inadvertance, sans doute, Mark Carney, le premier ministre du Canada, a divisé le monde en trois groupes : les puissances mondiales, les puissances moyennes et les petites nations. Le 20 janvier, [son appel de Davos](#) (Suisse) visait à rassembler « les puissances moyennes comme le Canada » face aux trois puissances mondiales qui veulent se partager le monde. Cet appel à la mobilisation a remonté le moral de tous ceux qui se sentent accablés par la tournure des événements. Si le succès de ce discours tient en partie à sa clarté et sa simplicité, les choses sont plus compliquées qu'elles n'en ont l'air.

Qui sont les puissances moyennes, au juste ? Elles pourraient être définies par la taille de leur population ou par la puissance de leurs armées, mais il n'est pas sûr que le Canada en fasse partie. Carney semblait plutôt inspiré par le poids économique de son pays. De fait, si l'on met de côté les grands pays hégémoniques (Etats-Unis, Chine et Russie), le Canada est bien une puissance moyenne, puisque son produit intérieur brut (PIB) se situe au septième rang mondial sur 193 pays. La question est de savoir où tracer la frontière.

Si l'on prend les 10 plus gros « moyens », la somme de leurs PIB représente 28 % de la richesse mondiale, selon les chiffres du Fonds monétaire international (FMI), contre 45 % pour les trois superpuissances. C'est un peu faible, d'autant plus qu'il n'est pas sûr que tous les pays de cette liste veuillent rejoindre la coalition. Si l'on étend la définition à 20 pays, le total atteint 39 % du PIB mondial. Le contre-pouvoir qu'il appelle de ses vœux est un peu juste, sans être négligeable.

Pour envisager les rapports de force économiques, [se limiter au PIB est bien trop superficiel](#). Certains pays peuvent être petits mais receler d'importantes quantités de ressources rares ou occuper des positions géographiques stratégiques (comment ne pas penser au [Groenland](#), dans ces deux cas ?). D'autres petits pays dominent en matière de technologie dans des niches stratégiques, comme Taïwan. La notion de puissance moyenne est manifestement subtile.

Deux types de stratégie

La position que pourraient prendre les petits pays est une inconnue à ne pas négliger. Certains ont grandement profité du système international ouvert, qui disparaît. D'autres, bien plus nombreux, pas vraiment. Pour les premiers, il est intéressant d'examiner comment ils sont devenus prospères. Une mesure de la prospérité, mais qui ignore les inégalités, est le revenu moyen par tête. En excluant ceux dont l'économie est basée sur l'exploitation de ressources naturelles, on trouve parmi les 10 pays les plus prospères, selon le classement du FMI en parité de pouvoir d'achat, une seule grande nation, les Etats-Unis (en 6^e position).

Les petits ont suivi deux types de stratégie. Certains ont misé sur les exportations de produits à haute valeur ajoutée, dans l'industrie ou dans les services, souvent basés sur des technologies de pointe. C'est le cas du Danemark, classé 8^e. Entre autres, il a mis au point [le premier médicament contre l'obésité](#). C'est aussi le cas des Pays-Bas (9^e position), où se trouve l'entreprise qui a l'exclusivité sur les machines fabriquant les circuits électroniques intégrés les plus avancés au monde. La Suisse figure au 5^e rang, grâce à ses services financiers (un temps dopés par le secret bancaire, mais c'est terminé), ses laboratoires pharmaceutiques et ses machines de haute technologie.

C'est à peu près ce que font aussi [Taiwan](#) (7^e) et Singapour, classé 2^e, avec un revenu qui dépasse celui des Etats-Unis de 75 %. Pour tous ces pays, être petit est un inconvénient qu'ils ont transformé en avantage. Innover est une chose, produire à un prix compétitif en est une autre. Dans les grands pays, une entreprise innovante peut espérer amortir ses coûts de recherche sur le marché intérieur. Dans les petits pays, la condition du succès est d'opérer au niveau mondial.

Les autres pays les plus prospères utilisent leur petite taille pour se glisser entre les mailles du filet. Ils peuvent adopter une fiscalité très modérée pour attirer les entreprises et les entrepreneurs, comme le fait l'Irlande (4^e). Ils peuvent aussi se montrer compréhensifs envers leurs entreprises financières. C'est le cas du Liechtenstein, en tête de ce classement, avec un revenu par tête qui est plus du double de celui des Etats-Unis, du Luxembourg (3^e), et de Saint-Marin (10^e) –

Monaco ne figure dans le classement, faute de données comparables. Ils sont trop petits pour attirer les foudres des autres pays. Même membre de l'Union européenne, et donc soumis aux mêmes règles que tous les autres pays, le Luxembourg est passé maître dans l'art d'esquiver les pressions.

Retour des non-alignés

Les petits pays prospères ont tous construit leurs succès sur l'existence d'un système mondial qui privilégie des règles communément admises et où le principe de souveraineté est inviolable. Ils risquent d'être les premières victimes d'un système qui privilégie les rapports de force. Quand Carney appelle chaque pays à ne pas faire individuellement des concessions destinées à amadouer les puissances mondiales, mais plutôt à rejoindre un front commun, ces petits font face à un dilemme aigu. L'idée du premier ministre canadien, former des coalitions à géométrie variable, risque bien de tenter nombre d'entre eux.

Pour les petits pays pauvres, ceux qui n'ont pas exploité les opportunités offertes par la mondialisation, les enjeux sont différents. Sauf à vouloir changer de stratégie économique, ils sont surtout sensibles aux conditions géopolitiques. Ils pourraient être tentés de tirer profit de la concurrence entre les grandes puissances, y compris en rejoignant certaines des coalitions à géométrie variable prônées par Mark Carney, pour obtenir des avantages au cas par cas.

Mais le risque pour eux est de se voir inclus malgré eux dans les zones d'influence qui se préparent. Ceci pourrait les encourager à former leur propre coalition. Comme au temps de la guerre froide, le groupe des pays non alignés refait déjà surface sous le nom de Sud global, sous la houlette des puissances moyennes qui rejettent le front commun proposé par Mark Carney.